

# NATIONS UNIES

## CONSEIL DE TUTELLE



Distr.  
LIMITEE  
T/L.1099  
23 juin 1965  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session  
Point 4 c) de l'ordre du jour

### SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINEE

#### Rapport du Comité de rédaction

1. A sa 1258ème séance, le 17 juin 1965, le Conseil de tutelle a désigné un comité de rédaction composé des représentants du Libéria et du Royaume-Uni et chargé de présenter, compte tenu des délibérations du Conseil, des conclusions et recommandations sur la situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, ainsi que de formuler des recommandations concernant le chapitre consacré à la situation dans ce Territoire qui figurera dans le prochain rapport du Conseil à l'Assemblée générale.
2. Le Comité de rédaction a tenu quatre réunions. Il a bénéficié, dans ses travaux, du concours du représentant spécial de l'Autorité administrante.
3. A la lumière du débat général qui a eu lieu au Conseil sur la situation dans le Territoire, le Comité a rédigé un certain nombre de conclusions et de recommandations dont il pense qu'elles reflètent l'opinion de la majorité des membres du Conseil et qui figurent à l'annexe au présent rapport.
4. Le Comité recommande au Conseil de tutelle d'adopter le document de travail révisé sur la situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée (T/L.1090 et T/L.1090/Add.1) comme texte de base pour le chapitre sur la situation dans le Territoire qui doit figurer dans le prochain rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale.
5. Le Comité recommande également au Conseil de tutelle d'adopter les conclusions et les recommandations énoncées dans l'annexe ci-après et de les insérer à la fin de chaque section ou sous-section correspondante du chapitre.



ANNEXE

PROJET DE CONCLUSIONS ET DE RECOMMANDATIONS

I. GENERALITES

6. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante a mis en application les principales conclusions de la Mission de visite des Nations Unies en Nouvelle-Guinée (1962), laquelle avait demandé qu'une enquête économique approfondie soit effectuée par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), que l'on attache une plus grande importance au développement de l'enseignement secondaire et supérieur et qu'une chambre d'assemblée soit créée.

II. PROGRES POLITIQUE

Développement des organes représentatifs, exécutifs et législatifs, et extension de leurs pouvoirs

a) Organes du gouvernement central

7. Le Conseil note que la Chambre d'assemblée a commencé à jouer un rôle important dans la vie du Territoire, qu'elle constitue le symbole le plus important de l'unité qui commence à se dégager dans le pays, que tout texte législatif nécessaire au développement du Territoire doit être adopté par la Chambre d'assemblée, et que les débats à la Chambre fournissent une occasion unique de discuter les problèmes du Territoire.

8. Le Conseil note que les institutions représentatives ont tendance à marquer des progrès plus rapides que les organes exécutifs. Il estime qu'on doit s'efforcer davantage de permettre à des autochtones qui appartiennent déjà à la fonction publique d'accéder à des postes élevés, de trouver, où qu'elles soient, les personnes possédant les qualités nécessaires pour occuper des postes importants dans l'administration ou dans d'autres secteurs de responsabilité, et de développer encore les activités du Collège d'administration.

9. Le Conseil note avec satisfaction la décision de la Chambre d'assemblée de désigner un comité spécial sur la constitution. Il suggère que ce comité spécial examine les observations de la Mission de visite et des membres du Conseil.

concernant l'élargissement des pouvoirs de la Chambre d'assemblée, le nombre et la dimension des circonscriptions électorales, la recommandation formulée par le Conseil à sa trente et unième session concernant les sièges spéciaux et officiels à la Chambre d'assemblée, et la recommandation de la Mission de visite tendant à revoir le système actuel de sous-secrétaires parlementaires, à développer davantage le système des comités parlementaires, et à étudier la formule d'un cabinet ministériel dans lequel les Néo-Guinéens occuperaient des postes de responsabilité.

10. Le Conseil félicite l'Autorité administrante et la population de la Nouvelle-Guinée d'avoir réussi à créer conjointement des institutions représentatives; convaincu que les deux parties ne se reposent pas sur leurs lauriers, il prie instamment l'Administration d'aller au devant des désirs de la population indigène en fait de nouveaux progrès matériels et politiques, de laisser la population indigène jouer un rôle de plus en plus important dans la fonction publique, et il recommande vivement aux dirigeants néo-guinéens de saisir toute occasion de préparer la population à assumer ses futures responsabilités.

11. Le Conseil estime que la prochaine étape dans l'évolution constitutionnelle du Territoire consistera à assurer à la fois un parlement pleinement représentatif et un gouvernement pleinement responsable et pense que la préparation de cette transition doit être l'une des tâches essentielles du Comité spécial sur la constitution.

b) Conseils administratifs locaux

12. Le Conseil de tutelle note que le nombre des conseils administratifs locaux et le nombre total des conseillers ont continué à s'accroître, que ces conseils assument des responsabilités croissantes et jouent un rôle de plus en plus utile dans les zones rurales, qu'ils favorisent les contacts mutuels et la compréhension entre voisins et qu'ils permettent d'acquérir une formation et une expérience dans le domaine des fonctions d'administration et de direction. Le Conseil de tutelle recommande que le réseau de conseils administratifs locaux soit élargi de façon à couvrir l'ensemble du Territoire le plus rapidement possible. Cependant, le Conseil note que l'Autorité administrante a une certaine tendance à continuer trop longtemps à participer directement à ces conseils et prie en conséquence l'Administration d'appliquer, dès que possible, sa politique de transfert de toutes

les responsabilités aux conseils administratifs locaux. Le Conseil de tutelle recommande d'élargir les fonctions et les responsabilités des conseils administratifs locaux à mesure qu'ils acquièrent de l'expérience et suggère à ces conseils d'étudier les moyens d'augmenter leurs propres ressources.

c) Conseils consultatifs municipaux et de district

13. Le Conseil estime que l'absence d'institutions élues et représentatives au niveau municipal est une lacune grave et recommande par conséquent d'envisager plus sérieusement la création de conseils municipaux élus conformément aux recommandations de la Mission de visite de 1965. Les commissaires de district devraient faire davantage appel aux conseils consultatifs de district et les consulter sur les décisions importantes concernant les affaires du district.

### III. PROGRES ECONOMIQUES

#### Généralités

14. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction que le Gouvernement australien, après avoir pris les dispositions nécessaires pour que la Banque mondiale procède à une enquête économique complète, a accepté les principales recommandations de la Banque qui, comme la Mission de visite l'a noté, coïncident fréquemment avec les vœux de la population. Le Conseil suggère que l'Autorité administrante établisse maintenant un plan équilibré et complet de développement économique de la Nouvelle-Guinée prévoyant la participation directe des autochtones du Territoire.

15. De l'avis du Conseil, les plans de développement économique de la Nouvelle-Guinée devraient être toujours établis en fonction des intérêts réels de la population et en consultation avec les représentants de cette dernière, l'objectif ultime étant de rendre le Territoire moins tributaire de l'aide extérieure. Le Conseil reconnaît que l'application du rapport de la Banque mondiale nécessitera des investissements extérieurs publics et privés et qu'il faut que les entreprises privées puissent rapatrier leurs bénéfices si l'on veut encourager les investissements, mais il considère que tous les efforts possibles doivent être faits pour veiller à ce qu'une proportion raisonnable des bénéfices soit réinvestie dans le Territoire.

16. En préparant un plan économique à long terme, l'Autorité administrante devrait, de l'avis du Conseil, tenir compte également de la nécessité d'accorder aux autochtones la possibilité de participer pleinement à la vie économique du Territoire. A cette fin, la formation technique et l'apprentissage devront être encore développés et tous les efforts devront être faits en vue de créer des industries secondaires.

#### Régime foncier

17. Le Conseil recommande à l'Autorité administrante de continuer, en consultation avec la Chambre d'assemblée, à rechercher une solution au problème du régime foncier permettant de protéger les droits des habitants du Territoire en ce qui concerne les terres et les ressources naturelles, et de consulter les représentants de la population avant d'accorder des concessions dans le domaine des recherches ou de l'exploitation minières.

#### Routes

18. En vue d'encourager le développement économique du Territoire, le Conseil recommande à l'Autorité administrante de se consacrer en priorité à la construction de routes plus nombreuses et meilleures, praticables toute l'année pour n'importe quel type de véhicules.

### IV. PROGRES SOCIAL

#### Généralités

19. Le Conseil de tutelle, réitérant sa position au sujet de la discrimination raciale et reconnaissant que la législation territoriale en vigueur interdit la discrimination, recommande à l'Autorité administrante de prendre des mesures immédiates pour éliminer toutes les pratiques discriminatoires qui peuvent exister dans le Territoire.

#### Main-d'oeuvre

20. Le Conseil note que de nouvelles associations de travailleurs ont été créées dans les villes les plus importantes et qu'elles sont sur le point de constituer une fédération dans le Territoire. Il note également que ces associations ont pu

obtenir le relèvement du salaire minimum dans ces villes. Le Conseil note avec satisfaction qu'une commission d'enquête a été chargée d'examiner la question des salaires et des émoluments des travailleurs ruraux. Le Conseil espère qu'à la suite de la création des associations de travailleurs et de la Commission d'enquête, les relations industrielles s'amélioreront et que les salaires seront relevés en fonction de la pleine capacité de paiement de l'industrie et de l'agriculture.

21. Le Conseil note que les inspecteurs du travail de l'administration sont tenus d'inspecter tous les établissements qui emploient de la main-d'oeuvre autochtone. A cet égard, il espère que l'Autorité administrante veillera à ce que les inspecteurs soient assez nombreux pour s'acquitter régulièrement et sérieusement de leurs fonctions.

#### Santé publique

22. Le Conseil félicite l'Autorité administrante des progrès constants accomplis dans le domaine de la santé publique. Il note que des mesures ont été prises pour combattre les déficiences diététiques des habitants du Territoire et exprime l'espoir que l'on continuera à rechercher les moyens de résoudre ce problème. Le Conseil note que les trois médecins praticiens autochtones sont diplômés de l'Ecole de médecine de Port Moresby et qu'un nombre toujours croissant d'autochtones se destinant à la médecine feront des études dans cette école.

### V. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

#### Généralités

23. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction que l'Autorité administrante continue de développer l'enseignement secondaire et a créé de nouvelles écoles techniques, écoles normales et autres écoles spécialisées, que le Gouvernement australien a accepté les principales recommandations du rapport Currie et a décidé de créer une université dans le Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée.



24. Le Conseil recommande à l'Autorité administrante de continuer à fournir de nouveaux moyens d'enseignement, à l'échelon secondaire et à l'échelon supérieur, et à encourager les Néo-Guinéens à étudier tant dans le Territoire qu'à l'étranger, en vue de former le plus rapidement possible le personnel qualifié nécessaire au progrès politique. A cet égard, le Conseil espère que les plans concernant l'orientation professionnelle, contenus dans le rapport Currie, seront mis en oeuvre. Notant que le Territoire aura besoin d'un nombre toujours croissant de maîtres, le Conseil recommande à l'Autorité administrante de demander à cet égard l'assistance de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

25. Le Conseil exprime l'espoir que les autochtones auront la possibilité d'étudier la médecine au niveau universitaire afin qu'ils puissent obtenir le diplôme de médecin et aider ainsi à résoudre les problèmes de santé publique du Territoire.

#### Diffusion de renseignements sur les Nations Unies

26. Le Conseil, notant que la population adulte de la Nouvelle-Guinée continue d'être mal informée sur les Nations Unies, prie instamment l'Autorité administrante d'accorder une attention spéciale à cette question, eu égard notamment à la responsabilité qui lui incombe de faire connaître aux autochtones les objectifs de la Charte des Nations Unies, de l'Accord de tutelle et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en vue de permettre au peuple du Territoire d'exercer, dans un avenir proche, son droit à l'autodétermination et il recommande au Centre d'information des Nations Unies, à Port Moresby, de réexaminer ses activités afin d'en accroître l'efficacité.

#### VI. FIXATION DE DATES INTERMEDIAIRES ET D'UNE DATE LIMITE POUR L'ACCESSION A L'AUTONOMIE OU A L'INDEPENDANCE

27. Le Conseil de tutelle, notant les progrès qui ont été faits dans le Territoire du point de vue du développement politique, et en particulier l'importance croissante du rôle de la Chambre d'assemblée dans les affaires de la nation, et notant, en outre, que la Chambre d'assemblée a créé un comité spécial chargé d'élaborer une constitution, prie instamment l'Autorité administrante de continuer, compte tenu de l'urgence de la tâche et en consultation avec les représentants de la population, à appliquer la Charte, l'Accord de tutelle et la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, du 14 décembre 1960.

/...



28. Le Conseil considère que les mesures proposées à l'ainé a) de la section II du présent rapport sont d'importance primordiale en tant que première étape vers la gestion des affaires du Territoire par les autochtones. Le Conseil accepte les conclusions de la Mission de visite quant aux déclarations faites par la majorité des personnes avec lesquelles elle s'est entretenue, y compris les membres de la Chambre d'assemblée, d'où il ressort que le Territoire n'est pas encore prêt pour l'autonomie ou l'indépendance, que la population décidera elle-même, ne se laissera pas imposer une décision et indiquera clairement et sans équivoque le moment où elle s'estimera prête, mais il pense néanmoins que l'Autorité administrante et les représentants élus du Territoire, en encourageant le progrès économique, culturel, social et politique de la population, doivent faire en sorte que les habitants restent conscients des décisions qu'ils devront prendre concernant leur avenir.
29. Le Conseil, notant le danger de s'arrêter trop longtemps à mi-chemin sur la voie du progrès, prie instamment l'Autorité administrante de prendre les mesures nécessaires au transfert de toutes les fonctions administratives et de ne pas se contenter des progrès déjà accomplis.
30. Le Conseil recommande à l'Autorité administrante, dans l'accomplissement de sa tâche, d'associer plus étroitement les Néo-Guinéens à l'exercice des responsabilités et du pouvoir et de chercher à élargir leur horizon en les encourageant à voyager et à mieux connaître le monde extérieur.
31. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante administre les Territoires du Papua et de la Nouvelle-Guinée comme une seule entité et est convaincu qu'en dépit du fait que le Papua et la Nouvelle-Guinée ont actuellement un statut international différent, l'objectif de tous les intéressés est que les deux Territoires accèdent éventuellement à l'autonomie ou à l'indépendance comme un seul et même pays. A cet égard, le Conseil recommande à l'Autorité administrante de réitérer ses intentions sur ce point, afin qu'il ne puisse y avoir aucun malentendu pour le peuple du Papua et de la Nouvelle-Guinée, et recommande en outre l'adoption d'un drapeau et d'un hymne national pour l'ensemble du Territoire.

-----